

L'Etat actuel et les Problèmes du Référendum local au Japon

HASEGAWA Ken

住民投票の現状と問題点

長谷川 憲

- 【 I 】 Introduction
- 【 II 】 Les points importants et l'aperçu sur la position et les modèles du référendum local
 - 【 II - A 】 Histoire juste après la Guerre de l'Asie et du Pacifique
 - 【 II - B 】 Les modèles du référendum local
 - 【 II - C 】 L'Effet du Référendum local
 - 【 II - C - a 】 La relation entre le référendum national et la Constitution Japonaise et la loi relative à l'autonomie locale
 - 【 II - C - b 】 La relation entre le référendum local et la Constitution Japonaise et la loi relative à l'autonomie locale
- 【 III 】 L'Institutionnalisation du Référendum local
 - 【 III - A 】 Le fondement juridique du Référendum local
 - 【 III - B 】 L'Enchaînement et la réalisation du *JOREI* du référendum local
- 【 IV 】 La loi spéciale relative à la fusion des communes et le référendum local
- 【 V 】 Conclusion

【 I 】 Introduction

Le moyen de la déclaration de la volonté et de la participation à la politique du peuple au Japon est constitutionnellement limité celui de la déclaration de la volonté et de la participation directe au vote dans l'élection fondée sur le système de démocratie indirecte, etc.

Cependant, selon le résultat des diverses élections récemment, la question est ce que le peuple est politiquement indifférente et continue la baisse du taux du vote. En raison de

l'accroissement du taux de l'abstention, on dit que la valeur d'une voix d'électeurs et l'influence de l'élection sont peut efficaces au Japon.

L'indifférence à la politique ci-dessus, selon les quelques enquêtes, en fonction de la différence de l'âge, « l'espérance pour l'effet d'une voix » est plus de 40% pour l'âge de plus de 50 ans, 30% pour à partir de 20 ans jusqu'à 40 ans, et on peut savoir pour les jeunes, cette espérance est moins. Egalement basse est la crédibilité à l'égard aux hommes politiques. En outre, selon le résultat de l'opinion publique, s'accroît la réponse de « la volonté de peuple n'est pas reflétée », et grand devient l'écart de la volonté entre le peuple et la Diète (ou l'administration). On peut dire que ce résultat de l'enquête témoigne l'incrédibilité que des japonais conçoivent à l'égard de la politique.

C'est ainsi qu'au Japon d'aujourd'hui il y a une tendance négative et peu optimiste de la part des électeurs à l'égard du système de démocratie représentative.

Cependant, au niveau des collectivités locales, on peut trouver l'utilisation du système de référendum local comme la manifestation de l'opinion de devoir décider directement par eux-mêmes sans être dépendant du conseil municipal ou départemental et des administrations en matière importante locale. A *MAKI-MACHI*¹ à *NIIGATA-KEN*² en 1996, à partir du fait d'avoir exécuté le système de référendum local en matière de projet de l'installation de la centrale nucléaire, la demande directe de réclamer l'établissement du *JOREI*³ relatif par le biais du vote des habitants s'étend dans tous les coins du pays. Après cette histoire, au 12 mars 2006 à présent, le référendum local a été exécuté par les 32 collectivités locales, et le taux du vote s'est élevé dans les nombreux cas.

L'autre part, il pose de nombreuses questions et des arguments sous l'angle de la présence du système et de son utilisation. Dans ce passage, l'étude est faite en matière de problème, d'effet et de contexte ayant été recherchés par le système du référendum local, et en matière de problème et d'efficacité de la démocratie d'aujourd'hui.

【Ⅱ】 Les points importants et l'aperçu sur la position et les modèles du référendum local

Le système de référendum local se compose de trois modèles fondés sur la Constitution Japonaise, la loi et le *JOREI*. Selon le cas récent, on peut citer celui de fondé sur le système de référendum local émanant de la loi spéciale de la fusion des communes modifiée en 1999 et celui d'émané du *JOREI* établi par les conseils des collectivités locales. D'une part, le référendum local fondée sur la premier est le système pratiqué seulement par le cas de plus de 1/50 des électeurs de la requête directe en vue d'installer le Conseil à délibérer de la fusion. C'est le système prescrit

¹ *MACHI* et *CHO* sont les mots japonais qui s'utilisent comme le bourg.

² *TO*, *DO*, *FU* et *KEN* sont les mots japonais qui s'utilisent comme le département.

³ Le *JOREI* est la loi locale fondé sur l'article 94 de la Constitution Japonaise de 1946.

dans la Loi spéciale comme celui ayant le but de promouvoir la fusion. Ce système ne permet pas d'exécuter le référendum local dans le cas de requérir le renoncement au Conseil à délibérer de la fusion, ou du référendum local de questionner le bien-fondé d'une fusion. Lorsque l'on réfléchit parallèlement sur le cas d'après la Guerre de l'Asie et du Pacifique cité ci-après, il faut dire que le vrai but de reconnaître le référendum local selon la disposition de cette loi est de promouvoir la fusion comme la politique de l'Etat. L'autre part, cependant en conséquence de la réflexion sur le changement de la conscience politique des habitants en matière de décision politique après le référendum local exécutée à la *MAKI-MACHI* en 1996, on peut dire que le système de référendum local a été stipulé. En considérant le *JOREI* relatif au référendum local, la première établissement de ce a été en matière d'installation de centre nucléaire à *KUBOKAWA-CHO* à *KOCHI-KEN* en 1982. Cependant, matière de mise en exécution émanée du *JOREI*, il faut attendre le cas de *MAKI-MACHI* en 1996 pour réaliser l'exécution du référendum local émanée du *JOREI*. Après cet incident, en matière d'installation des établissements des déchets industriels etc., il se peut que le référendum local soit mise en exécution considérable. Le système de référendum local est activement utilisé sous l'angle de l'autonomie des habitants pouvant décider l'avenir de leur localité par des habitants eux-mêmes. On peut dire qu'à également commencé au Japon le virement vers l'utilisation de démocratie directe à partir de l'idée centrale du système de démocratie indirecte. C'est dire que la possibilité de faire discussion est née à travers la situation au milieu du débat sur la signification de démocratie.

【Ⅱ-A】 Histoire juste après la Guerre de l'Asie et du Pacifique

Ainsi que le système de référendum local fondé sur la loi, il y a les cas ci-dessous jusqu'à présent. En première lieu, il y a une disposition relative au référendum local pourvu de la limite de deux ans prescrite à l'article 2 de l'article supplémentaire de la loi relative à l'autonomie locale ajouté et mise en vigueur en 1948. Selon le système, en matière de modification de la borne des collectivités locales, il a été possible de pratiquer le référendum local s'il y a une pétition de la part de 1/3 des électeurs concernés. Cela est considéré comme la stipulation permettant de résoudre la fusion des communes exécutée obligatoirement pendant la Guerre de l'Asie et du Pacifique. On dit que ce système a été stipulé par la volonté du Grand Quartier Général.

En second lieu, le cas en question est l'établissement de la loi relative à la promotion de la fusion des commune mise en vigueur en 1953 et de l'établissement de la loi relative à la promotion de la construction des nouvelles communes mise en vigueur 1956. Dans les clauses de ces lois également, le système de référendum local a été stipulé. Cependant, en matière de mise en exécution du référendum local, ces système n'ont pas été exécutés par la volonté des habitants eux-mêmes et leur bien-fondé de la fusion n'a pas été jugé par la volonté de ces derniers. Selon l'interprétation de ces systèmes, en matière de fusion recommandée par le gouverneur, lorsque le conseil de la collectivité locale concerné a fait une décision contraire, le gouverneur a pu requérir le référendum local. A cette époque, on peut dire qu'il y a eu du recul sous l'angle de l'autonomie

des habitants, car n'a pas été reconnu le droit de la pétition des habitants ayant existé lors de l'établissement de la loi relative à l'autonomie locale. Les référendums locaux fondés sur ces trois lois ont été pratiqués au total environ 100 affaires⁴.

【 II - B 】 Les modèles du référendum local

Aujourd'hui, le référendum local reconnu juridiquement au Japon est les quatre modèles. Ce sont « le référendum local par des habitants de la collectivité locale » par rapport à « la loi spéciale appliquée seulement à une collectivité locale » prescrit par l'article 95 de la Constitution Japonaise, et « la requête de dissoudre du conseil municipal ou départemental, celle de révoquer des maire, préfet ou conseillers » prescrite par l'article 76 à l'article 85 de la loi relative à l'autonomie locale, et en plus celui de la loi spéciale de la fusion des communes modifiée en 1999 et celui du *JOREI*. Surtout, le référendum local pratiqué par tous les coins du Japon à partir d'au milieu des années 90 est exécuté selon le *JOREI* relatif au référendum local établi par chaque collectivité locale.

En vue d'exécuter le référendum local, il faut établir le *JOREI* relatif au référendum local. Lors de l'élaboration du *JOREI*, la loi relative à l'autonomie locale demande de collecter « la signature collective de plus de 1/50 des électeurs ». Après avoir eu la collecte des signatures, l'examen de la liste des signatures, la publication du résumé sur la pétition », est formulée définitivement la pétition du *JOREI* relatif au référendum local. Le projet sur le *JOREI* relatif au référendum local formulé est envoyé au conseil de collectivité locale avec l'opinion du chef de collectivité locale. Cela est délibéré au conseil, et après l'avoir établi, sera possible la mise en exécution du référendum local.

【 II - C 】 L'Effet du Référendum local

En matière d'effet de ce référendum local, on peut le concevoir ainsi que ci-après. Les attributions du conseil ou du chef fixées par la loi relative à l'autonomie locale ne peuvent pas être limitées directement par des *JOREIs*. Dans le cas du référendum local, le résultat du vote ne prend pas de la force juridique de contraindre, et selon le principe du *JOREI* il impose au chef de le respecter. C'est dire qu'est seulement reconnu l'effet consultatif n'ayant pas l'effet de contraindre. Cependant, le résultat du vote donne une grande influence substantiellement sur la décision de la politique.

Nous examinons comment le référendum local et l'effet juridique sont positionnés dans le système de droit en vigueur. On peut dire que le vote pratiqué des habitants est considéré comme il est « le modèle consultation » ne donnant pas la force juridique de contraindre en matière de résultat du vote. En vue d'établir le référendum local, on peut concevoir le référendum local du « modèle décision », et qui peut contraindre juridiquement le chef et le conseil. Nous examinons

⁴ 33 fois pour le premier cas, et 57 fois pour les second et troisième cas.

séparément au niveau national et au niveau de l'autonomie locale en matière de légalité du référendum local et d'équilibre entre le référendum local et le système de droit en vigueur ci-dessus.

【 II - C - a 】 La relation entre le référendum national et la Constitution Japonaise et la loi relative à l'autonomie locale

Le référendum, on peut le considérer concrètement comme la décision de la politique de l'Etat, la garantie de la sécurité, l'ordre social, la diplomatie, etc., la revocation ou l'élection directe de Premier ministre, etc. Selon préambule de la Constitution Japonaise, « le peuple japonais prend l'acte à travers les représentants du peuple de l'Diète légalement élu » et l'adoption du système de démocratie indirecte est explicitement inscrite, et à son article 15 dispose qu'« élire des fonctionnaires et leur révocation sont le propre droit du peuple ». En outre, en matière de référendum sur l'amendement de la Constitution (article 96), l'examen des juges de la Cour Suprême par le peuple (article 97), la décision par le biais du référendum est reconnue. C'est ainsi que la politique nationale est certainement fondée sur la démocratie indirecte, en effet la disposition qui nie totalement la démocratie directe n'existe pas particulièrement. Par conséquent, pour institutionnaliser le système de référendum du modèle décision, il faut étudier la conformité avec la Constitution, toutefois on peut dire que le système de référendum du modèle consultation peut exécuter sous la Constitution en vigueur.

【 II - C - b 】 La relation entre le référendum local, et la Constitution Japonaise et la loi relative à l'autonomie locale

En matière d'autonomie locale en vigueur, l'article 93 de la Constitution Japonaise et l'article 17 de la loi relative à l'autonomie locale adoptent le système de démocratie indirecte comme « le chef et les membres du conseil de la collectivité locale » sont élus directement par des habitants de plus de vingt ans, etc. L'autre part la loi relative à l'autonomie locale dispose pour le compte des habitants l'institution fondée sur le système de démocratie directe comme le droit de requérir l'établissement, la modification et l'abolition du *JOREI*, le droit de dissoudre le conseil, le droit de révoquer le chef et les conseillers, etc. En outre, il y a la disposition plus positive (article 94) comme celle de pouvoir installer l'assemblée générale des communes organisées par des électeurs au lieu de l'installation des conseil bourgeois et villageois⁵. D'une part, en matière de référendum local, la loi relative à l'autonomie locale n'est pas inscrit directement, mais il apparaît qu'en matière de référendum au modèle de consultation pratiqué à présent la légalité de cette dernière est reconnue explicitement et davantage comme le système de démocratie directe

⁵ La commune de population plus de cinquante milles d'habitants s'appelle la ville(*SHI*), celle de moins de cinquante milles d'habitants s'appelle le bourg (*MACHI* ou *CHO*) ou la village (*MURA* ou *SON*). *SHI* est le mot japonais qui s'utilise comme la ville. *MURA* et *SON* sont les mots japonais qui s'utilisent comme la village.

par rapport à celui au niveau national, et l'autonomie de collectivités locales est exercée par la volonté des habitants selon « le principe de l'autonomie locale » (article 92). L'autre part, le référendum local au modèle décision a besoin de modifier la loi relative à l'autonomie locale pour le réaliser en raison de contraindre les attributions du chef et du conseil municipal et départemental fixées par la loi relative à l'autonomie locale.

Sous le système de droit en vigueur, le référendum local au modèle décision n'est pas toujours licite, et il paraît que le modèle consultation est limité. Il est en réalité que le référendum local pratiqué est interprété comme licite dans la limite de ne pas donner la force de contraindre en matière de résultat du vote.

【Ⅲ】 L'Etablissement du Référendum local

Ainsi que le moyen de faire manifester la volonté des habitants, on peut considérer, en ajoutant l'exercice du droit de vote, le référendum local. S'il faut le limiter au niveau des communes de *CHO* ou *SON*, on peut également considérer l'Assemblée générale de commune (*CHO SON Sokai*) par des électeurs de cette dernière selon la loi relative à l'autonomie locale. Ainsi que le modèle de référendum local, on peut également considérer le référendum local au modèle de gestion autonome exercée par des habitants, et le cas pratiqué existe. Cependant, au cas où il serait considéré comme un moyen de réaliser la volonté des habitants, il est souhaitable de comporter le fondement institutionnel et juridique lorsque l'on pense de l'effet pour le réaliser.

【Ⅲ-A】 Le fondement juridique du Référendum local

Ainsi que le fondement juridique de l'institution du référendum local, l'article 95 de la Constitution Japonaise dispose le référendum local en matière de loi spéciale, et on peut considérer l'institution du *JOREI* émanant du droit d'établir le *JOREI* fondée sur l'article 94 de la Constitution Japonaise et l'article 14 de loi relative à l'autonomie locale. Selon le texte de loi relative à l'autonomie locale, l'établissement du *JOREI* se compose de la proposition du chef d'une collectivité locale, de la proposition des conseillers, et de la pétition directe par des électeurs=habitants, et la proposition du *JOREI* est envoyée au conseil municipal ou départemental, et il est établi par la décision du conseil. La pétition directe par des habitants située au troisième moyen est prescrite de l'article 12 de loi relative à l'autonomie locale « des habitants d'une collectivité locale étant le peuple japonais, selon la disposition de cette loi, disposent le droit de requérir l'établissement, la modification et l'abolition en matière du *JOREI* des collectivités locales ordinaires auxquels ils appartiennent », et son fondement est l'article 74 disposant « les personnes ayant le droit de vote sur chef et conseillers de collectivité locale ordinaire, selon la disposition du *SEIREI* ⁶, avec la

⁶ Le *SEIREI* est le décret gouvernemental fondé sur le numéro 6 de l'article 73 de la Constitution Japonaise de 1946.

signature collective de plus de 1/50 personnes de la totalité, peuvent requérir l'établissement, la modification et l'abolition du *JOKEI* par intermédiaire de ces représentants à l'égard du chef d'une collectivité locale ordinaire ». En comparason que le premier et deuxième moyens supposent l'institution de démocratie indirecte, il est à remarquer que le troisième moyen suppose celui de démocratie directe. Il semble que le texte de la Constitution Japonaise adopte fondamentalement l'institution de démocratie indirecte « l'institution de démocratie parlementaire », mais suivant l'idée de l'état actuel constitutionnel ; l'interprétation des Constitutions mondialement établies dans la seconde moitié du XXème siècle, l'institution de démocratie directe est en réalité adoptée. On peut supposer que la Constitution Japonaise a également le but de réaliser la démocratie par le biais du fonctionnement de deux institutions, celle de démocratie directe et celle de démocratie indirecte. En matière d'institution de l'autonomie locale, on peut dire que cette tendance est accentuée plus positivement. La présence de l'article 95 de la Constitution Japonaise est une bonne représentation. En vue de réaliser l'idée de respecter l'institution de démocratie directe, sont installés dans la loi relative à l'autonomie locale le système de pétition directe pour établir le *JOKEI*, le système de pétition de l'inspection, le système de pétition pour dissoudre un conseil, le système pour requérir la révocation de chef ou des conseillers, etc.

Au cas où le *JOKEI* en matière de référendum local ne serait pas établi par un chef ou des conseillers, on peut requérir l'établissement du *JOKEI* par des habitants comme les fondements par le biais de la procédure de l'article 74 à l'article 74-4 de la loi relative à l'autonomie locale, de l'article 91 à l'article 98-4 de décret de mise en vigueur de la loi relative à l'autonomie locale, du règlement de mise en vigueur de la loi relative à l'autonomie locale, etc.

【Ⅲ-B】 L'Enchaînement et la réalisation du *JOKEI* du référendum local

On peut mentionner l'enchaînement de la procédure en matière d'établissement et de réalisation du *JOKEI* du référendum local par des habitants ci-après. L'établissement de la proposition du *JOKEI* du référendum local, l'élection des représentants de la pétition, la pétition de l'établissement du *JOKEI* du référendum local, la délivrance du certificat des représentants de la pétition, le début de la collecte des signatures (Nomination de personne chargée de la collecte des signature, et Déclaration au chef de la collectivité locale et au comité électoral en matière de nom de la personne chargée), la présentation et la réception de la liste des signatures à l'égard du comité électoral, la décision et le certificat en matière d'examen et d'effet de la liste des signatures par la comité électoral, l'examen de la liste des signatures, le retour de la liste des signatures vers le représentant de la pétition à partir du comité électoral, la pétition (pétition définitive) de l'établissement du *JOKEI* à l'égard du chef de collectivité locale, la mise de la délibération à l'égard d'un conseil pour l'établissement du *JOKEI* par le chef (la possibilité d'ajouter son avis), la convocation d'une assemblée (l'exposée de l'avis, la délibération, la décision), la promulgation du *JOKEI*, la mise en exécution de référendum local.

Après avoir passé les procédures ci-dessus, y compris la modification, la question ne se

trouve pas au cas où l'établissement serait faite. Cependant, au cas où le projet du *JOKEI* aurait été rejeté par un conseil, c'est justement l'émergence de l'opposition et de l'incohérence entre le système de démocratie directe et le système de démocratie indirecte. Selon le système en vigueur, il n'y a que le moyen du changement de la composition du chef et des conseillers par le biais de l'élection. Selon le cas surgi jusqu'à présent, au cas où la proposition du *JOKEI* y aurait été rejetée, il n'y a que compter sur l'élection fondée sur le droit de dissolution de conseil ou le changement de la composition du conseil suivant le renouvellement des conseillers. C'est un procédé de solution sous l'angle de la pondération à concevoir l'harmonie entre la démocratie indirecte et la démocratie directe.

Selon l'autre angle de la question à considérer, au lieu du référendum local au modèle consultation, si on peut installer le système de référendum local au modèle de désision. Aujourd'hui, il semble que cette idée soit considérée comme nettement négative, mais on ne peut pas prévoir qu'il soit impossible.

【IV】 La loi spéciale relative a la fusion des communes et le référendum local

Sous la loi spéciale relative a la fusion des communes, le référendum local questionnant le bien-fondé d'une fusion est suffisamment pratiquée. Le nombre pratiqué de cette dernière est jusqu'à présent⁷ 237 municipalités sur 42 départements⁸ depuis le cas d'*AGÉO-SHI* pratiqué juillet 2001. En outre, la mise en exécution est prévue dans les 51 collectivités locales.

Selon l'enquête de monsieur *UEDA Michiaki*⁹, l'accroissement de la mise en exécution est prévu de façon rapide après 2002. Elle est établie 262 affaires en 2003, et son accroissement est presque 10 fois plus par rapport à celui de 2001. La majorité est le *JOKEI* en matière de fusion. Selon le résultat de cette enquête, le pourcentage de l'établissement de la proposition du *JOKEI* selon la personne ayant fait celle des *JOKEIs* en matière de fusion est 14,2% par la pétition directe des habitants par rapport à 93,5% de la proposition du projet de la part des chefs des collectivités locales, et celle des conseillers est 46,1%. Il est noter qu'il y a la situation que le rejet de proposition directe de la part des habitants atteint environs 85%. En outre, il y a également des cas adoptés où sont modifiés la condition de l'adoption et le droit de vote.

Cependant, même si le cas où n'est pas adoptée la proposition du *JOKEI* par la pétition directe de la part des habitants, il est difficile de rejeter la volonté des habitants. C'est la raison pour laquelle il est à remarquer que des projets des *JOKEIs* proposés par des chefs des collectivités

⁷ Le 20 septembre 2004.

⁸ Sauf les départements de *TOKYO*, *ISHIKAWA*, *KYOTO*, *TOKUSHIMA* et *MIYAZAKI*.

⁹ Voir *UEDA Michiaki*, « *HEISEI no Daigappei* » wo méguuru Jyumin-Touhyou no chukan-sokatsu, in *Kikan Jichi-to-Bunken* No.16 (2004), p.77.

locales ou des conseils sont adoptés, ou au lieu du référendum local il y a l'exécution du sondage ou de l'enquête sur la volonté des habitants en matière de bien-fondé de la fusion.

Selon l'enquête de monsieur *UÉDA*, pendant 2 ans entre 2002 et 2003, atteint 37 affaires le référendum local fondé sur la loi spéciale relative à la fusion, par contre atteint 91 affaires le référendum local fondé sur le *JOREI*. Au milieu de ce courant, le référendum local ne demeure pas seulement au *JOREI* sur le référendum local en matière de fusion mais aussi à *KISOFUKUSHIMA-CHO* il y a le cas de l'établissement du référendum local au modèle permanence qui questionne la volonté des habitants de bourg sur la question importante de cette dernière. Dans le cas de *NAGANO-KEN*, par le biais du référendum, du sondage ou de l'enquête sur la volonté des habitants, les collectivités locales ayant directement questionné à l'égard des habitants montent environ à la moitié dans le département en matière de bien-fondé de la fusion ou de choix du partenaire de fusion. C'est ainsi qu'à l'occasion de la fusion de *HEISEI*, la tendance à participer à la décision de la volonté politique par des habitants eux-mêmes apparaît à travers le système de démocratie directe. D'autre part, en considérant la baisse du pourcentage du scrutin à l'élection, il importe de le remarquer. On se demande si des électeurs votant à ces élections correspondent aux habitants participant positivement au référendum local, et au sondage ou l'enquête sur la volonté des habitants.

Au cours de la grande fusion de *HEISEI*, l'établissement du *JOREI* relatif au référendum local et le référendum local ont été mises en vigueur, et non seulement la mise en vigueur pour la requête directe de l'établissement du *JOREI* mais aussi des activités de penser à la fusion sont beaucoup nées dans les collectivités locales ayant impliqués à la fusion. On peut considérer que des activités des habitants dans des localités sont devenues plus animées. Il semble que ce résultat ait produit l'effet imprévu. C'est dire que lors de la grande fusion de *SHÔWA*, 98% du but gouvernemental à atteindre a été réalisé dans un délai de la mise en exécution de 3 ans, par contre cette fois environs 500 des collectivités locales de la taille moins de 10.000 habitants restent sans fusion et le pourcentage de la réalisation de fusion a été environs 60%. Il semble qu'après avoir encouragé des activités des habitants, il y a eu l'effet étendu de résoudre et de penser à la décision sur les localités par des habitants eux-mêmes en matière d'avenir des localités. Il ne faudrait pas trop évaluer sans doute les relations du fait, mais il est le temps important du virement de penser à l'accumulation de la coutume et de l'expérience que la question sur la localité doit être pensée avec responsabilité. A la correspondance du sens avec « aimer un village » ou avec « il ne faut pas faire disparaître un bourg », la conscience des habitants assemblés au-delà de la croyance politique et de la couche sociale est signifiante au point de vue de la conscience élevée en matière d'autonomie des habitants en s'intéressant à leurs localités où les habitants résident dans le domaine des anciennes collectivités locales en matière de ces dernières ayant réalisé leurs fusions ou aux collectivités locales où leurs fusions ont été rejetées.

Evidemment, non seulement le cas de *NAGANO-KEN* mais *KYOTO-FU*, il y a le cas où les

chefs et les conseillers rejettent l'établissement des *JOKEs* relatifs au référendum local. Dans les cas de 6 communes à la localités de *TANGO* ayant recueilli des signatures pour une pétition en moyenne 40% et le cas de deux communes¹⁰ ayant recueilli des signatures pour une pétition directe au-delà de plus de 60% des habitants, il y a eu l'idée des chefs et des conseillers de collectivités locales que le sujet de la question sur la fusion ne correspond pas au référendum local. Comme la question sur l'efficacité et sur la signification dans le système de démocratie indirecte, il semble que cela peut être une question d'inviter un grand débat à l'avenir. Dans le rapport sur la Commission de la recherche du système local également, cela est regrettable que l'institution du système de référendum local soit explicitement notée. Cependant, on peut dire que dans la loi spéciale, il n'est qu'un reflet de stipuler le référendum local en vue d'installer le conseil à délibérer de la fusion par la proposition des habitants. Il est bien nécessaire d'étudier donc l'institutionnalisation du référendum local comme un système complémentaire de celui de démocratie représentative.

【V】 Conclusion

Que signifie le résultat politique contradictoire entre l'accroissement du taux d'abstention lors d'élection et l'utilisation du système de référendum ci-dessus. Il n'est pas approprié de dire toujours que l'indifférence est citée comme le caractère de la politique d'aujourd'hui. Le phénomène de rechercher le référendum en dépit de l'accroissement de l'abstention est certainement la critique et l'incrédulité à l'égard du système de démocratie indirecte en vigueur, et cela démontre qu'il existe parallèlement une couche qui s'intéresse à la politique. On peut dire en effet qu'une part il existe le peuple qui cherche les actes de démocratie directe, et l'autre part le taux de l'abstention s'accroît à savoir le phénomène des trois pôles dans le système démocratique.

Le référendum local étant la pratique de la démocratie directe, selon les cas pratiqués, comporte les sujets peu communs comme problèmes, mais il est considéré comme le moyen d'accroître la conscience de la participation à la politique des habitants et contribue à l'amélioration de la conscience de l'autonomie locale. Qui décide la volonté politique et qui doit l'exécuter, ce sont les questions essentielles et posées à habitants.

(HASEGAWA Ken : professeur à droit constitutionnel, Département de l'éducation général)

*Cet ouvrage est achevé sous le patronage de l'Université Kogakuin et la Japan Society for the Promotion of Science.

(はせがわ けん 本学教授 比較憲法学)

¹⁰ Les bourgs d'*Ooe* et *Yokuno*.